

EN BREF

EXPERTS-COMPTABLES

Trente prestations de serment : un record en 2015

Le Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables d'Alsace, que préside Étienne Henry, a recueilli vendredi soir au cours d'une cérémonie à Strasbourg, la prestation de serment de trente nouveaux membres, un nombre record. Ce moment solennel et symbolique couronne huit années de formation, dont trois ans de stage professionnel, et l'inscription au tableau de l'Ordre. L'arrivée de ces jeunes professionnels porte à 660 le nombre d'experts-comptables inscrits en Alsace. Le parrain de cette promotion 2015 est Bernard Stimweiss, président de la CCI de Région Alsace et lui-même issu des rangs de la profession.

AGROALIMENTAIRE

20 PME alsaciennes à l'ANUGA de Cologne

Vingt entreprises agroalimentaires alsaciennes sont présentes du 10 au 14 octobre à l'ANUGA, le salon agroalimentaire international de Cologne. Cette forte délégation constituera « le plus grand stand régional de l'ANUGA », affirme l'ARIA (Association régionale des industries alimentaires d'Alsace) qui organise ce déplacement en partenariat avec la CCI de Région Alsace. Les PME des deux départements du Rhin, réparties sur cinq espaces (épicerie fine, boissons, surgelés, produits frais et viandes, volailles) occuperont en effet « une surface totale de 338 m² à l'intérieur du pavillon France ». Leurs produits seront mis en valeur par le chef Charles Soussin qui animera un cook-how et par l'Agence d'attractivité d'Alsace qui proposera aux visiteurs de gagner des séjours gastronomiques en Alsace.

TRANSPORT

Accord Dietrich Carebus-Forsee Power

Dietrich Carebus Group, distributeur des cars et autobus Yutong en France, basé à Ingwiller, annonce un accord avec Forsee Power, concepteur et intégrateur de systèmes de batteries pour la mobilité électrique. Conçues et réalisées en France, les batteries Forsee Power seront intégrées dans les autobus électriques chinois Yutong que propose le groupe alsacien pour les marchés de transport public urbain.

FORMATION

Conducteur de taxi : inscriptions ouvertes le 18 novembre

LA PRÉFECTURE du Bas-Rhin a fixé au lundi 14 mars et aux jours suivants le mardi 10 mai les dates des épreuves de la session 2016 de l'examen du Certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi. Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du 18 novembre auprès de la Chambre de métiers d'Alsace, Espace européen de l'entreprise, 30, avenue de l'Europe à Schiltgheim, ainsi que sur le site internet de cette dernière (www.cm-alsace.fr). Ils devront parvenir à cette même adresse pour le 11 janvier 2016, soit par voie postale, en recommandé avec accusé de réception, soit par dépôt direct dans les locaux de la chambre de métiers. Les droits d'inscription sont fixés à 19 euros par unité de valeur.

FILIÈRE BOIS Au-delà des vingt ans de l'interprofession

Réinvestir dans la forêt

Au-delà des vingt ans de Fibois, anniversaire célébré avec convivialité l'autre jour à Mollkirch, la filière réfléchit activement à son avenir, qui repose sur un investissement de long terme. En forêt et à l'usine.

Le temps de la forêt, séculaire et pluri-générationnel, n'a pas grand-chose à voir avec le rythme politique syncopé, soumis à des échéances électorales rapprochées et à la loi du court terme. Ce constat très simple, mais lourd de conséquences dans l'agenda actuel, a été rappelé le 1^{er} octobre à Mollkirch au cours des échanges qui ont marqué la rencontre du 20^e anniversaire de la création de Fibois, l'organisme interprofessionnel de la filière que préside Jean Maegey depuis sa création (DNA du 28 septembre).

« Vingt ans de Fibois Alsace, à l'échelle forestière, ce n'est pas grand-chose ! », a expliqué le président de Fibois. « C'est une période courte pour la sylviculture. Mais nous nous inscrivons dans une logique de développement durable avec ses trois axes. L'environnement, par le stockage du CO₂, 1 tonne par m³ de bois, et par la protection des ressources en

eau et de la biodiversité ; le social par les emplois et la capacité d'accueil de la forêt ; l'économique enfin, puisque le bois est un matériau renouvelable abondant, moins demandeur d'énergie que le béton, et performant pour la construction. Le bois est aussi une alternative à l'énergie fossile. Toutes ces raisons font du bois un matériau d'avenir, dont il faut utiliser la ressource d'aujourd'hui sans compromettre les besoins de demain et sans causer de préjudices à d'autres écosystèmes. Une filière, cela sert à cela, justement, avoir une vision d'avenir pour tous ses maillons et pour la société en général ».

Le sénateur de la Moselle Philippe Leroy, président du groupe d'études forêt-bois à la Haute assemblée et fervent défenseur de la filière, souscrit bien évidemment à ces principes. Mais il a fortement souligné le risque que prendrait l'économie française à

investir insuffisamment dans ses forêts. Et le danger est réel au vu des discussions budgétaires. À la différence d'autres secteurs, la forêt ne promet pas un retour rapide sur investissement.

La position de l'élu mosellan est constante depuis des années : « La forêt a besoin d'argent pour reboiser, mobiliser de la ressource et rémunérer les services qu'elle rend en matière environnementale ou sociale. Il nous faut aujourd'hui être conscients, dix ans après la suppression du Fonds national forestier, que la forêt ne vivra que si elle trouve des ressources liées à l'économie et déconnectées des fonds publics, de plus en plus rares ».

« Ce que nous attendons des forestiers ? De la quantité, de la quantité, de la quantité... »

LES COMMUNES FORESTIÈRES UN PEU RASSURÉES

Les quelque 300 maires de communes forestières qui ont participé la semaine dernière au congrès national de la FNCOFOR (Fédération nationale des communes forestières) à Nancy ont été un peu rassurés. Le ministre de l'Agriculture et de la Forêt, Stéphane Le Foll a entendu leur message.

Pour eux, « il n'est pas envisageable d'augmenter la contribution des communes au financement du régime forestier mis en œuvre par l'ONF », a rappelé Dominique Jarlier, le président de la FNCOFOR. Cette hausse pesant pour l'essentiel sur les ventes de bois se serait traduite à court terme par une diminution importante des volumes de bois commercialisés, ce qui aurait entraîné des diminutions d'emplois, des pertes de recettes fiscales et une baisse de commandes de travaux forestiers à l'ONF, a-t-il expliqué.

En réponse, le ministre a proposé une autre piste qui permettrait elle aussi de préserver le régime forestier. « Ce que l'on demandera aux communes forestières [...] c'est d'avoir dans les jours qui vont venir une discussion sur le niveau de la mobilisation sur le bois. C'est ce seul effort sur lequel on bâtira le contrat d'objectifs, c'est la condition de l'écriture d'un contrat qui permette de trouver un équilibre au fonctionnement de l'ONF », a-t-il indiqué. Le projet de contrat mentionne un objectif supérieur à 8,3 millions de m³.

Cette annonce, concède la Fédération des communes forestières dans un communiqué, est « plutôt rassurante ». L'organisation va toutefois s'assurer qu'aucune mesure financière n'est comprise dans le projet de loi de Finances qui arrive en discussion au Parlement.

C'est d'autant plus nécessaire que, selon le professeur Pascal Triboulot, directeur de l'école nationale supérieure des technologies et des industries du bois, à Saint-Dié (ENSTIB), la demande devrait s'accroître : « Ce que nous attendons des forestiers ? De la quantité, de la quantité, de la quantité... », a-t-il lancé aux membres et partenaires de Fibois réunis à Mollkirch. C'est la construction, en priorité par rapport au bois énergie, qui devrait soutenir la demande à horizon de vingt à trente ans. À condition toutefois que la filière sache s'adapter et répondre aux attentes du marché.

Autrement dit, ce sont les consommateurs finaux et les prescripteurs qui devraient, à l'avenir, dicter le tempo et les tendances à l'amont (la forêt) et à



Travaux en forêt de Rammersmatt, près de Thann. PHOTO DNA - BRUNO MATHIEU

l'aval (l'industrie) de toute la filière. Les esprits n'y sont pas nécessairement tous prêts aujourd'hui...

Apparition de cellules robotisées

Pascal Triboulot estime que le matériau bois a beaucoup d'atouts pour lui, au-delà de son caractère durable que tout le monde rappelle à satiété. Mais le bois a aussi en sa faveur la quantité disponible face à d'autres matériaux et son aptitude à répondre à des défis économiques et techniques. La construction en grande hauteur, qui commence à apparaître, mais aussi les débuts

de la robotisation qui permettra de réduire le coût des pièces unitaires. L'équivalent de l'imprimante 3D qu'ont adopté la métallurgie, la plasturgie ou le béton devrait s'imposer aussi dans le bois sous la forme de « cellules robotisées ».

Le patron de l'ENSTIB, pour illustrer les révolutions à attendre, donne l'exemple de la scierie Siat Braun, à Urmatt : « Qui pouvait imaginer en 1995 les équipements qui y sont installés ? », fait observer Pascal Triboulot qui s'attend à des évolutions exponentielles dans les équipements industriels. ■

ANTOINE LATHAM

STRASBOURG Gestion de portefeuille

Gutenberg Finance à l'offensive

Gutenberg Finance cultive sa différence. La société de gestion de fonds strasbourgeoise, qui vient d'investir dans un nouveau siège, compte sur ses performances boursières et sa connaissance du marché pour attirer de nouveaux investisseurs.

L'AUTORITÉ des marchés financiers a fait le calcul : aujourd'hui, 98 % des actifs français sont gérés sur la place parisienne. Et la proportion des portefeuilles alsaciens confiés à des institutions de la capitale n'est sans doute pas très éloignée de ce chiffre.

Pour Gutenberg Finance, « la seule société de gestion dotée de l'agrément AMF qui gère des fonds en Alsace », rappelle son président Peyman Peymani, il y a là un potentiel de développement qu'elle est bien décidée à exploiter. « Nous cherchons par le service, par le conseil et par l'expertise à récupérer certains des actifs gérés à Paris ou ailleurs », reconnaît son dirigeant.

L'entreprise que l'ancien gestionnaire de fonds patrimoniaux a reprise en 2006 n'est il est vrai



Peyman Peymani (au centre), entouré d'une partie de son équipe : « Nous voulons cultiver notre ancrage alsacien ». PHOTO DNA-JEAN-CHRISTOPHE DORN

pas dépourvue d'arguments. Gutenberg Finance, qui gère aujourd'hui un encours de près de 70 millions d'euros, affiche en effet de solides performances boursières.

« Malgré les soubresauts boursiers de cet été, notre fonds phare, Gutenberg Patrimoine, a gagné 9,33 % depuis le début de l'année, ce qui le place en tête de sa catégorie », largement au-dessus de la moyenne qui est de

3,67 %, se félicite M. Peymani, très fier des cinq étoiles que lui a attribué l'agence de notation Quantalys. Cette appréciation, souligne-t-il, sanctionne « plusieurs années de bonne gestion » puisque « Gutenberg Patrimoine a gagné plus de 30 % sur trois ans ».

Ces résultats ont évidemment été remarquables. « Nous avons reçu des souscriptions de Suisse et du Luxembourg et nous sommes

sollicités par des clients de plus en plus sophistiqués », indique le président, heureux d'annoncer « deux nouveaux référencements » par des compagnies d'assurance « qui devraient nous aider à augmenter nos encours et à atteindre le seuil de 100 millions d'euros ».

Les deux autres fonds de la société, Gutenberg Action (« +13% à fin août ») et Gutenberg Obligation (« un fonds de gestion de

trésorerie très prisé par les coopératives agricoles et des grandes entreprises de la région ») devraient eux aussi contribuer à ce développement. Ce dernier s'est d'ailleurs lui aussi vu décerner cinq étoiles par Quantalys.

« Ces bonnes performances boursières, qui sont le fruit d'une gestion à l'alsacienne, nous permettent de nous projeter sur plusieurs décennies », souligne Peyman Peymani. C'est dans cette perspective que la société de gestion vient d'installer son équipe de sept personnes et sa salle de marchés à une adresse prestigieuse : l'ancien siège de la Caisse d'Épargne à Strasbourg. « C'est pour nous un investissement très important mais qui était nécessaire », précise le président, sans indiquer de chiffre.

C'est dans cette perspective aussi que Gutenberg Finance caresse l'idée de procéder à une opération de croissance externe. « Depuis 2006, nous avons multiplié par trois nos fonds propres. Nous avons donc un trésor de guerre pour acquérir de petites structures », annonce M. Peymani. Pour l'heure, la société n'aurait pas de cible précise en vue mais « nous avons sorti nos radars ». ■

ODILE WEISS